



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Dossier 7 | 2006

Proximité et environnement

Le problème de l'acceptation des éoliennes dans les campagnes françaises : deux exemples de la proximité géographique

Diana Gueorguieva-Faye



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/2705>

DOI : 10.4000/developpementdurable.2705

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Diana Gueorguieva-Faye, « Le problème de l'acceptation des éoliennes dans les campagnes françaises : deux exemples de la proximité géographique », *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 7 | 2006, mis en ligne le 18 mai 2006, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/2705> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.2705

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Le problème de l'acceptation des éoliennes dans les campagnes françaises : deux exemples de la proximité géographique

Diana Gueorguieva-Faye

- 1 Aujourd'hui, la campagne française est un espace très sollicité, terrain d'enjeux de plus en plus divers et conflictuels : de simples conflits de voisinage aux luttes contre l'enfouissement des déchets radioactifs, en passant par des destructions de champs de plantations d'OGM et des revendications pour la protection du paysage. L'arrivée de la nouvelle industrie éolienne dans la campagne française est un autre exemple de conflit consécutif à l'usage de la ressource naturelle qu'est l'espace. La particularité de ce conflit provient de ce que les arguments écologiques se retrouvent dans les deux camps protagonistes : les pro et les anti-éoliens. D'un côté, les éoliennes sont susceptibles d'apporter une réponse au problème de l'effet de serre et au changement climatique qui en découle. D'un autre côté, les éoliennes – des objets industriels de taille considérable (plus de 100 mètres) – sont des éléments concrets, visibles et palpables par tous, qui investissent le paysage rural. L'impact du progrès technologique sur le paysage français est manifeste depuis le début du 19^e siècle. Devant l'ampleur du phénomène de modification du patrimoine naturel et architectural, marqué par la rapidité et la fuite en avant, propres à l'ère industrielle, la société française tente depuis quelques décennies de freiner la progression de l'impact néfaste de l'industrie et de l'agriculture en créant des zones de protection ou plus récemment en imposant des normes aux bâtisses et autres éléments agricoles.
- 2 Dans le présent article, le conflit éolien – sa source et son dénouement – sera analysé à l'aide de la notion de proximité. Nous allons nous rallier à la thèse de Caron et Torre (2004), selon laquelle la proximité géographique peut être source de conflits. Si la proximité géographique est recherchée par certains – dans notre cas c'est la recherche

d'une nature "vierge" par les citadins, ou des espaces venteux pour les promoteurs –, pour ces mêmes citadins, elle est aussi subie : une activité industrielle, telle l'exploitation de l'énergie du vent, vient s'installer dans leur voisinage. *"L'ambivalence entre proximité géographique recherchée (qui répond à un besoin de proximité) et proximité géographique subie (qui impose des contraintes de proximité) est créatrice de tensions et de conflits"* (Caron et Torre, 2004, p. 7).

- 3 Les sociologues, les politologues et les économistes considèrent la concertation ou la formation de réseaux d'acteurs comme des moyens possibles pour résoudre les conflits, l'une et l'autre étant des caractéristiques de la proximité organisée. Nous allons voir combien il est difficile de mettre en place une proximité organisée, si les acteurs qui doivent y participer ne partagent pas les mêmes valeurs ou les mêmes objectifs. De même, en prenant exemple du fonctionnement des réseaux de militants pro et anti-éoliens, nous montrerons comment la solidarité et la présence des objectifs communs abolissent les distances physiques. Aujourd'hui, on ne peut analyser un groupe de population sans le placer dans un contexte global, dont il ne saurait se soustraire. Mais avant tout, pour mieux comprendre le positionnement des acteurs dans le conflit éolien en France, il est important de l'étudier dans le cadre de la politique énergétique française et européenne.

Sigles et abréviations :	
ADEME –	Agence de l'environnement et de maîtrise de l'énergie
CLEO –	Comité de liaison des énergies renouvelables
CLER –	Collectivités locales concernées par l'éolien
DGEMP –	Direction générale de l'énergie et des matières premières
DIREN –	Direction régionale de l'environnement
DRIRE –	Direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement
ENR –	Energie renouvelable
EPR –	European pressurised reactor
EVA –	Eoliennes vigilance information action
FRAPNA –	Fédération régionale des associations de protection de la nature
NIMBY –	Not in my back yard
OGM –	Organisme génétiquement modifié
PNR –	Parc naturel régional
ZICO –	Zone d'importance pour la conservation des oiseaux
ZNIEFF –	Zone naturelle d'intérêt floristique et faunistique
WWF –	World Wide Fund For Nature

- 4 Pour ralentir les effets du changement climatique induit par l'activité humaine, les pays européens ont ratifié le protocole de Kyoto en 1997 et se sont engagés à diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre, notamment le CO₂. Pour respecter ces engagements, il serait, entre autres, nécessaire de modifier les modes de productions énergétiques actuels en augmentant la part des énergies renouvelables (EnR) dans les "bouquets énergétiques" ¹ nationaux. Parmi toutes les filières des EnR, le développement de l'énergie éolienne, filière des EnR la plus mature, a été choisie comme prioritaire par la France, même si elle continue à tenir une place timide par rapport à la production nucléaire.
- 5 De plus, avec l'ouverture à la concurrence de l'activité énergétique en Europe, l'Etat français ne peut plus garder son modèle unique de production centralisée d'énergie atomique. Avant d'ouvrir son capital aux actionnaires civils, en novembre 2005, la société nationale de production électrique, EDF, s'est intéressée à d'autres types d'énergie, l'éolien notamment. Elle est ainsi devenue actionnaire majoritaire d'une société de production d'énergie éolienne – SIIF Energie. En même temps, le Gouvernement a cherché à mieux connaître l'opinion publique en ouvrant un débat national sur la question de l'énergie.
- 6 La question énergétique dans l'hexagone s'est ainsi très récemment ouverte à une discussion publique. Celle-ci a conduit à donner la parole à de nombreuses associations –

dont certaines créées il y a plusieurs années – et de ne plus se limiter au cercle des experts nationaux en énergie et en économie. L'année 2003 a vu naître, pour la première fois en France, un débat public sur la politique énergétique : "Le Débat national sur l'énergie". Si ce débat n'a pas été à la hauteur des attentes des associations, principalement environnementalistes, il a eu cependant le mérite de faire parler des énergies renouvelables (EnR). Deux questions principales ont été discutées lors des rencontres : le futur développement des filières des EnR et la poursuite du développement de l'énergie nucléaire avec la construction en France de l'EPR européen². Cette incohérence a fait réagir les associations et un second débat, "Le Vrai débat"³, a été organisé parallèlement par le milieu associatif (Les Amis de la Terre, Agir pour l'environnement, France Nature Environnement, Greenpeace, le Réseau Action Climat, le Réseau Sortir du nucléaire, et le WWF). Le rapport Besson (2003), qui résulte du *Débat national sur l'énergie*, souligne encore plus cette incohérence. L'énergie nucléaire y est présentée comme tout aussi capable que les EnR de résoudre le problème de l'effet de serre.

- 7 Dans ce contexte politique, l'énergie éolienne ne trouve pas de réel soutien pour se développer. Après un premier essai de développement en 1996 avec le programme Eole 2005, qui se solda par un échec, en 2001 un nouvel élan a été donné à l'énergie éolienne avec une législation qui fixe le tarif de rachat à 8,35 centimes d'euros/kWh éolien pour des unités de production de 12 MW maximum. Les associations écologistes, historiquement anti-nucléaires et pro-énergies douces, se sont réjouies de cette avancée qui permettait à la filière éolienne d'entrer dans la "cour des grands". Ainsi l'éolien, après un début discret dans les années 70, étant souvent classé comme une solution marginale de production d'énergie, s'inscrit aujourd'hui dans un mode de fonctionnement de la société où priment les avantages économiques. Après les années 70, la filière industrielle éolienne a connu une croissance assez importante. Cependant, en 2004, la France avec seulement 405,5 MW (comparés aux milliers MW en Allemagne, Espagne, Danemark – cf. annexe 1 : *l'énergie en quelques chiffres*, télécharger le document) est loin de pouvoir se mesurer à la puissance de l'énergie nucléaire, dotée, pendant de longues années, de subventions pour sa recherche et son développement.
- 8 Aujourd'hui, suivant en cela les objectifs du développement durable, les soucis écologiques sont une partie inséparable de toute politique de développement. L'argument principal en faveur de l'énergie éolienne a trait au caractère propre et décentralisé de sa production qui laisserait une planète moins polluée pour les générations futures. De plus, les pays industrialisés pourraient servir d'exemple aux pays en voie de développement pour une croissance économique sans effets secondaires indésirables sur l'équilibre écologique. Il est cependant difficile en France de mettre en place cette production énergétique décentralisée. En plus des problèmes législatifs, le choix de l'emplacement de champs d'éoliennes est une question délicate qui demande au préalable l'adhésion des communes concernées.
- 9 Si en France les politiques parlent du développement des EnR, c'est principalement en réponse à des engagements vis-à-vis de l'Europe et du protocole de Kyoto. Cependant, la mise en pratique de cette promesse n'a pas trouvé encore de conditions favorables de réalisation. Nous n'allons pas analyser ici les problèmes d'ordre administratif et législatif rencontrés par cette filière, mais nous nous arrêterons sur ce qui relève de la réaction des riverains éprouvant une proximité physique imposée par les installations des éoliennes, et ce, malgré l'enquête publique instaurée une fois le projet éolien établi.

- 10 Depuis les années 1970 et 1980, avec la création des Parcs Nationaux (PN) et Parcs Naturels Régionaux (PNR), les territoires français épargnés par l'urbanisation et où les activités agricoles diminuent, sont devenus des territoires où s'exerce une protection sévère de la nature et des paysages. L'industrie, même qualifiée d'écologique, y trouve difficilement sa place. Ce sont en majorité des territoires situés en moyenne montagne, dont la caractéristique principale est la faible densité démographique et le peu d'activité économique, mis à part le tourisme.
- 11 Or, les exigences techniques de la production d'énergie à partir du vent, placent les installations d'éoliennes souvent sur ces mêmes territoires en hauteur et sur le littoral⁴. Nous discuterons ici du conflit engendré par l'arrivée des éoliennes dans des communes rurales de moyenne montagne, dans le département de l'Ardèche. C'est un territoire très peu urbanisé, profondément marqué par l'exode rural du début du 20^e siècle, dont les difficultés d'infrastructures routières ne favorisent aucunement l'installation d'industries créatrices d'emplois. De même, les conditions climatiques assez extrêmes, avec de longs mois d'hiver, réduisent la population locale à un noyau dur, qui s'agrandit en été avec les estivants et les citadins, propriétaires de résidences secondaires.
- 12 Pourvu d'une population très hétérogène, ce territoire est de plus en plus difficile à gérer, depuis la prise de conscience de l'importance de l'écologie et les nouvelles normes européennes agrienvironnementales. Le nombre d'acteurs décidant de l'avenir de la campagne augmente, ainsi que la diversité des points de vue. Les fonctions qu'elle doit assurer ne sont plus seulement nourricières, mais sont devenues multiples (Déverre et *al.*, 2002).
- 13 Depuis un certain nombre d'années, la campagne ardéchoise mise sur le tourisme pour son développement économique. Sa fonction productive est remplacée progressivement par la fonction récréative. La nature devient objet de contemplation et le paysage, un centre d'intérêt pour les touristes (Cloarec et de la Soudière, 1992). Se basant sur la qualité du paysage et en misant sur le développement du tourisme, s'est construit en 2001, le Parc naturel régional (PNR) des Monts d'Ardèche (Véron, 1993 ; Lajarge, 2000). De plus, les filières agricoles qui essaient de donner de la plus-value à leurs produits (châtaignes, viande bovine) mettent aussi en évidence le "*naturel*" des espaces qu'elles exploitent (Dupré, 2000 ; Martin, 1997 ; Mermet, 1997 ; Ribet, 1997), naturel auquel sont sensibles les touristes. La vocation touristique du territoire est ici, comme l'ont souligné Caron et Torre (2004), une source principale de conflit.
- 14 De plus, nous avons un territoire rural, d'où la présence de l'Etat se retire progressivement. Les écoles, les bureaux de Poste, les hôpitaux et autres services publics, ferment un à un. Les maires doivent trouver seuls des moyens pour effectuer les tâches d'entretien quotidien du territoire. Le regroupement des communes dans des communautés de communes facilite souvent les démarches de recherche de subventions. C'est en même temps un territoire qui focalise les rêves de citadins pour un cadre de vie meilleur : une nature intacte, une vie au rythme moins effréné et aux contacts plus humains (Bigot et Hatchuel, 2002). La population qui le compose devient ainsi de plus en plus diverse, et exprime des visions du futur de plus en plus divergentes. La part des agriculteurs diminue et le regard posé sur la campagne s'avère de plus en plus citadin. L'opposition entre production et protection des espaces naturels est de plus en plus forte. Aussi, l'arrivée des éoliennes dans cet espace peu peuplé, à l'habitat dispersé, a-t-elle provoqué une vive réaction. Une telle opposition organisée était inattendue. Les

promoteurs de l'éolien doivent composer désormais non seulement avec les élus locaux, mais également avec des riverains de plus en plus actifs.

- 15 Après l'entrée en vigueur de la loi qui oblige la compagnie d'EDF à acheter aux entrepreneurs privés les kWh éoliens, une multitude de projets de parcs éoliens a vu le jour sur le territoire ardéchois, auparavant peu attrayant pour l'industrie. En 2000, devant cette affluence de promoteurs privés, à l'affût de terrains propices pour l'exploitation et encore peu soucieux de l'opinion des habitants locaux, les riverains se sont regroupés, en un collectif d'opposition EVIA (Eoliennes, vigilance, information, action). Le but principal de l'association était la protection des paysages du plateau ardéchois.
- 16 *« EVIA n'est nullement hostile au principe des énergies renouvelables, mais nous pensons qu'il est inacceptable de couvrir nos paysages (qui ne sont pas renouvelables eux) de machines industrielles gigantesques »* (Lettre d'EVIA aux Conseillers Généraux d'Ardèche).
- 17 Passée la première réaction épidermique de refus des éoliennes, comme des éléments industriels dans un paysage naturel, l'association étoffe son argumentation pour mettre en cause la politique énergétique de l'Etat. Cette dernière ne change pas considérablement avec l'adoption des objectifs pour les EnR : ne sont prises ni les mesures de maîtrise de la demande de l'énergie, ni les mesures pour diminuer la part de l'énergie nucléaire. La présence des éoliennes est ressentie essentiellement comme une gêne que les habitants doivent supporter à la place des consommateurs finaux que sont les citoyens, et voient sacrifié leur cadre de vie au profit des promoteurs privés, alors que ce même cadre de vie peut être exploité économiquement par eux même via le tourisme.
- 18 *« Ce n'est pas par nostalgie que les habitants de la Montagne Ardéchoise défendent leurs paysages, leur cadre de vie et de travail, c'est au contraire pour préserver leurs potentiels touristique et agricole de qualité. La modernité, c'est cela, et non céder aux intérêts financiers des sociétés éoliennes. Si nous leur cédon, qui nous dit que demain, d'autres entrepreneurs ne nous amèneront pas des nuisances plus néfastes encore ? »* (Lettre d'EVIA aux Conseillers Généraux d'Ardèche).
- 19 Dans l'opposition contre les premiers grands projets éoliens ardéchois, s'est positionnée aussi la Fédération Régionale des Associations de Protection de la Nature (FRAPNA) Rhône-Alpes. Ses argumentations ciblent moins l'esthétique, mais s'attachent plus au respect de l'équilibre écologique des sites investis par des projets éoliens : les zones humides, les sites de nidification des oiseaux, les passages migratoires... Les acteurs du territoire, élus locaux inclus, sont unanimes : un engagement de la part des institutions administratives et une planification plus rigoureuse de l'aménagement du territoire concernant les éoliennes sont nécessaires.
- 20 Une réflexion sur l'élaboration d'un schéma éolien a alors vu le jour. Dans cette réflexion, ont été associées les associations suivantes : FRAPNA, Polénergie (association de promotion des énergies renouvelables), et le collectif "Eolien 07" formé sous l'impulsion des élus, et incluant les associations ici citées et les élus voulant travailler sur la question de l'éolien en Ardèche.
- 21 *« Avec Polénergie, nous [FRAPNA] avons formé une équipe "Eolien 07" pour pouvoir travailler sur les projets éoliens dans le département. Nous espérons que nous serons invités dans la démarche de construction du schéma départemental de l'éolien. Nous ne sommes pas arrivés à faire prendre une décision sur la question par le Conseil Régional. De ce fait, nous avons demandé à l'Etat - la*

préfecture. Elle s'est adressée à l'ADEME⁵ qui, de son côté, a engagé un bureau d'étude pour faire le schéma » (Membre de FRAPNA Rhône-Alpes) ⁶.

- 22 Comme dans d'autres régions où la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) est devenue l'alliée des promoteurs de l'éolien, en Ardèche, les naturalistes de la FRAPNA sont eux aussi des interlocuteurs compétents sur les problèmes écologiques.
- 23 À la suite de ces premières réactions relatives aux éoliennes en Ardèche, en 2002, la préfecture a entamé un travail pour un schéma éolien départemental. Durant le programme Eole 2005, l'ADEME avait remarqué que, lors de l'élaboration des projets, les riverains des projets éoliens, étaient demandeurs d'information et de concertation. Aussi, a-t-elle voulu avec la préparation du schéma, mettre en œuvre une concertation au niveau du département. Grâce à une telle "proximité organisée", elle comptait résoudre le conflit émergent de l'arrivée des projets éoliens. La construction du cahier des charges relatif au schéma a demandé plus de six mois à la Direction régionale de l'environnement (DIREN), l'ADEME et la Direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement (DRIRE), afin d'inclure la concertation dans le processus.
- 24 Dans un premier temps, ont été réunis les acteurs du département susceptibles de collaborer : les différentes institutions (DIREN, DDE, DRIRE), la chambre de l'agriculture, l'ONF, et des associations (FRAPNA, Polénergie), le PNR enfin, et des représentants des Paysagistes de France et du collectif Eolien 07. Le collectif d'opposition aux éoliennes, EVIA, n'a été invité aux discussions que plus tardivement, peu avant la mise en place de la seconde partie de la démarche relative à la concertation locale. Cette deuxième partie prévoyait la présentation du projet aux élus dans chaque zone retenue dans le document.
- 25 *« Cette histoire de schéma départemental, quand il y a eu l'EVIA qui a été invité, j'ai bien dit mon scepticisme. Je suis sûr qu'ils nous font entrer pour nous faire valider quelque chose sur lequel nous n'avons pas donné notre avis. Nous n'avons été invités qu'une fois. (...) À cette commission départementale, nous étions trois. Nous nous sommes tenus dans un rôle d'observateurs. Et nous attendions une deuxième réunion, où alors nous aurions exprimé nos sentiments. Quand nous avons été invités, la discussion a été assez avancée. Nous avons eu la parole, mais à ce moment-là nous n'avons pas de commentaires particuliers à faire. Nous attendions les cartes sur le zonage. Et il n'y a pas eu de deuxième réunion »* (Membre d'EVIA).
- 26 Le changement de préfet ainsi que l'arrivée des élections législatives au milieu de l'élaboration du schéma ont interrompu cette phase de concertation. Le nouveau préfet n'a pas repris le travail et il s'est contenté du zonage proposé par les spécialistes. Pourtant, les acteurs du terrain étaient prêts à collaborer : la chambre de l'agriculture proposait ses services pour le dialogue avec les agriculteurs ; le PNR était disposé à organiser les réunions sur son territoire.
- 27 *« Il y avait des réunions publiques de présentation prévues et nous avons proposé de piloter les réunions sur le territoire du parc, pour discuter avec les habitants et faire ainsi un vrai travail de démocratie. Le travail a été arrêté (...) Je ne vois pas vraiment de raison de ne pas le faire, si ce n'est les législatives qui venaient en mars, et le travail a été bloqué en décembre. Le schéma a alors été mis sous le coude, mais ça a eu un effet très mauvais, parce que ça a donné l'impression aux gens qu'on a caché quelque chose et en plus le préfet précédent, avant de partir, a signé un permis de construire dans l'un des secteurs les plus sensibles. Du coup, ça enlève la crédibilité de ce schéma »* (Directeur du PNR des Monts d'Ardèche).
- 28 Beaucoup regrettent ce manque de concertation, l'ADEME tout particulièrement, pour qui c'est un échec. Le document issu du travail réalisé reste aujourd'hui à la disposition des

promoteurs et des administrations de l'Etat, et leur sert de référence lors de l'attribution des permis de construire. C'est un document essentiel pour la DIREN qui valide les permis de construire.

- 29 « *Le schéma départemental aura juste pour vocation vis-à-vis du droit des sols de dire : 'À cet endroit il ne faut pas, à cet endroit c'est mieux.' Donc c'est un document technique, et nous attendons la validation par les partenaires. Et pour nous c'est en tout cas une base de données techniques qui servira pour instruire les dossiers, et dont on va se servir pour enrichir les enquêtes, on dira aux communes : 'Faites d'abord un travail sur ça ou ça'* » (Responsable Paysage à la DIREN Rhône-Alpes).
- 30 Le travail fait par le bureau d'étude Carré vert et la DIREN Rhône-Alpes sur le découpage paysager de l'Ardèche a posé un regard sur le territoire ardéchois en fonction de la sensibilité à la présence d'éoliennes. Aux zonages déjà existants des milieux naturels (ZNIEFF, Natura 2000, zones humides, ZICO...) s'ajoute le découpage paysager. En plus des critères de vitesse du vent, de gêne pour les servitudes publiques, de réseau électrique, les autres critères qui ont servi à son élaboration ont été fixés par les paysagistes. Ils ont donné priorité à la protection des sites naturels emblématiques et de l'architecture patrimoniale. La notion de co-visibilité entre les éoliennes et les éléments sensibles du paysage a guidé ce découpage. La notion de paysage est à la base de ce travail, paysage sensible pour les habitants du département, paysage que les spécialistes se sont approprié, paysage qui détermine le futur aménagement d'une région. Eu égard à ce bien commun, les habitants ont demandé légitimement à être consultés.
- 31 Nous avons voulu montrer ici qu'il est difficile de mettre en place le processus de concertation à l'échelle d'un département quand fait défaut la volonté des organismes d'Etat, manque de volonté que certains élus désapprouvent.
- 32 « *Plus de quatre cents projets sont à l'étude sur l'Ardèche méridionale et le phénomène prend de l'ampleur, encouragé par l'absence d'affichage d'une politique claire, écrit à titre personnel un élu ardéchois, Didier Chénot, qui dénonce "le mauvais sort fait au schéma départemental éolien, élaboré par les services administratifs - mais qui, curieusement, n'a toujours pas été publié"* » (Le Monde, 05/10/2003, « Les éoliennes de la discorde »).
- 33 Le processus n'a pas donné les résultats attendus sur le territoire du département. Cependant, une vraie démarche de concertation a pu être réalisée en Ardèche, mais à l'échelle d'une communauté de communes. De plus, en 2005, ce travail a été repris par le PNR des Monts d'Ardèche qui, en accord avec les élus des communes qui en font partie, a édité un document plus détaillé à l'intérieur de ses limites, sur la présence des éoliennes.
- 34 À la différence du premier exemple, où la concertation était initiée par l'ADEME, établissement public qui n'a pas de grands pouvoirs financiers et politiques, le second exemple est celui d'une démarche de concertation et de maîtrise de projet éolien en amont, réalisé par les élus d'une communauté de communes. Le projet éolien de la communauté de communes du Haut-Vivaraïs (nord de l'Ardèche, ville principale Saint-Agrève) a vu le jour au tout début de l'année 2000. Porté par des élus volontaires, il a été largement médiatisé localement et au niveau national. Il a fait l'objet de nombreux articles de presse, d'interviews sur les chaînes de télévision locales, et de présentations lors des colloques au niveau national ayant trait aux EnR et au paysage. Les élus de la communauté de communes ont voulu montrer l'exemple d'un projet de parc éolien réalisé en respectant les particularités du site et les avis de la population locale.

- 35 « *L'intégration d'un parc éolien dans son environnement naturel et humain passe par une sélection sévère des sites proposés et surtout une bonne information de la population locale. La transparence est le maître mot de cette communication* » (Alain Cabanes, Henri Bariol dans les Echos du Chiniac, Bulletin municipal de Saint-Agrève, n°44).
- 36 Les élus ont mis tout en œuvre pour que la concertation puisse jouer son rôle conciliateur de la démarche. Ils ont aussi engagé une sérieuse réflexion sur les possibilités de mettre en place localement des moyens pour utiliser les autres EnR (l'hydraulique et le bois).
- 37 Pour l'éolien, l'association Polénergie a fait un travail de prospection sur les sites potentiels d'exploitation. La DIREN Rhône-Alpes a subventionné une étude paysagère. L'ADEME a soutenu le projet avec une étude juridique. Les élus ont fait de gros efforts pour rencontrer la population locale et l'informer de leur projet. Le site accueillant les éoliennes a donné lieu à une concertation avec les riverains. Chacune des sept communes s'est prononcée "pour" ou "contre" les éoliennes sur son territoire. Lors du choix d'un site, de nombreux critères ont été pris en compte : le relief, le raccordement au réseau EDF, l'éloignement des maisons, les sites sensibles pour l'avifaune, et les préconisations des paysagistes.
- 38 « *L'idée forte de cette démarche est qu'un parc éolien est un 'établissement industriel' qui ne peut pas s'implanter n'importe où. Il incombe donc aux élus locaux de prendre la responsabilité active de piloter toute la phase initiale d'un tel projet afin d'assurer son intégration dans la vie et le développement local* » (Maillebois, 2002, p. 68).
- 39 De plus, l'entreprise qui installera les éoliennes a dû signer un cahier des charges établi par les élus. L'un des critères retenus par les élus lors du choix de l'entreprise, a été la création d'emplois locaux. Ils se sont arrêtés sur un promoteur installé dans le département de l'Ardèche. La démarche de la communauté de communes a donné des résultats positifs. Les premières réactions en opposition au projet n'ont pas eu de suite. Les argumentations des opposants ont été prises en compte. Après une enquête publique, durant l'été 2004, le projet éolien a reçu le permis de construire par la préfecture.
- 40 Dans le premier cas, nous sommes en présence d'un processus de concertation, à l'échelle d'un département, soutenu par l'ADEME et la DIREN, mais non accepté par la préfecture. Cependant, la préfecture préconise localement la concertation pour chaque projet. Dans le deuxième cas, les élus ont mis en place un processus de concertation sur un territoire limité, et grâce à la proximité géographique et la volonté des élus, celui-ci a pu donner des résultats. Pour ce qui concerne le projet du Haut-Vivarais, les éoliennes ne se rangent plus dans la catégorie de la proximité subie par les riverains : le choix du site a été largement médiatisé et discuté. De plus, le projet éolien s'inscrit dans une attitude cohérente vis-à-vis de l'énergie et des démarches écologiques initiées par le président de la communauté de communes.
- 41 Même si la concertation a pour objet et, dans le cas étudié, eu pour résultat d'aplanir les oppositions, a priori, une différence majeure existe entre le discours des pro-éoliens et des anti-éoliens, pourtant qualifié, dans les deux cas, d'écologique. Ce point a trait à la dimension spatiale : locale versus globale.
- 42 Les anti-éoliens défendent un environnement proche, un cadre de vie immédiat. Leur comportement est souvent qualifié de NIMBY (Not in my back yard). Ce sont fréquemment des personnes qui n'intègrent pas complètement le tissu social local qui les héberge. Leur souci principal affiché est la protection du paysage, pour les années à venir, dans l'état "naturel" qu'ils connaissent. Pour eux, la seule activité compatible avec leur

vision de la nature est le tourisme, car c'est lui qui valorise le côté esthétique de la campagne. La protection de la beauté de la nature est le dénominateur qui réunit tous les détracteurs de l'éolien. Pour eux, l'éolien industriel n'a pas sa place à la campagne.

- 43 « Personnellement je trouve le plateau [de Vivarais] beau. Et si nous avons cette vue, si nous nous sommes installés là, c'est parce que nous y sommes bien et c'est comme ça. Et je pense qu'on doit développer le tourisme ici, ça c'est vraiment un atout, d'avoir un beau paysage. Et de mettre des éoliennes c'est gâcher cet atout. Moi ce que je reproche à l'éolien, c'est de couper la ligne du paysage, parce que sur le plateau nous avons des belles échappées de vues. (...) Le plateau là-haut est beau, parce qu'il est sauvage. C'est un argument esthétique qui n'a pas beaucoup de poids bien sûr... » (Riverain opposant aux projets éoliens).
- 44 C'est aussi dans ce sens que s'expriment les agents de la DIREN, soucieux de la préservation de la nature, qui, sans s'opposer ouvertement aux éoliennes, prônent le développement touristique.
- 45 « Ne pas miser sur le tourisme c'est un choix d'aménagement du territoire et là il faut en discuter. Pour l'instant il n'y a pas de discussion collective : ce sont le maire, le porteur du projet et le propriétaire foncier et le préfet qui décident. Le préfet, nous l'Etat, on a mission de dire : "Attention, là vous mettez en jeu la vocation du territoire". Donc [les éoliennes sur le territoire] c'est un débat » (Paysagiste à la DIREN Rhône-Alpes).
- 46 Si les handicaps de la vie à la montagne représentent autant de difficultés quotidiennes à gérer par les élus locaux, ce sont aussi des caractéristiques qui transforment l'espace rural en une nature "sauvage", privée d'intervention humaine et de trace de la civilisation industrielle. Ce sont ces caractéristiques qui sont revendiquées par une partie des habitants, ceux qui sont venus à la recherche de la proximité de cette nature "vierge", d'un "paradis terrestre".
- 47 Dans une campagne aux habitations dispersées, les opposants se retrouvent rapprochés par leurs préoccupations communes. Et ceci non seulement à l'échelle d'un même territoire, concerné par l'installation des éoliennes, mais aussi à l'échelle de la France, et même de l'Europe. Des conseils et des expériences s'échangent via internet. Les arguments esthétiques contre les éoliennes se sont propagés étonnamment vite, grâce notamment aux progrès de la communication. La beauté de la nature, qui est opposée à la laideur des objets industriels, est évoquée par ceux qui veulent exprimer leur désenchantement du progrès industriel. Aujourd'hui, presque tout projet industriel est attaqué par des associations de riverains qui défendent leur cadre de vie. Elles ont désormais leur manuel de l'action militante "Résistez" d'Emmanuel Hussenet (2002). Cet ouvrage donne des exemples de luttes contre des projets industriels qui ont été menées à bien. Les objets contre lesquels les riverains organisent leur protestation sont divers : aéroports, antennes-relais, autoroutes, boues d'épuration, carrières, élevage industriel, enfouissement des déchets, éoliennes, épandage, équarrissage, incinération, lignes à haute tension, pollution de l'eau... L'urbanisation de plus en plus effrénée (Kempf, 2005), qui impose des contraintes de proximité subie est souvent associée au progrès et refusée par les anti-éoliens.
- 48 Deux visions de la nature s'opposent : l'une selon laquelle c'est un cadre de vie, décor que l'on veut préserver tel quel, l'autre suivant laquelle la nature est un support de vie, avec lequel on compose selon les aléas de la vie. Le tourisme et l'agriculture raisonnée sont les seules alternatives proposées par les militants anti-éoliens pour un développement économique du territoire rural. Cependant, toutes les communes ne sont pas capables

d'exploiter leur potentiel touristique, qui est d'ailleurs souvent limité à deux ou trois mois dans l'année, de même que l'agriculture raisonnée n'est pas le moyen le plus facile à valoriser.

- 49 À l'opposé, les militants pro-éoliens se rangent souvent à côté des élus locaux soucieux de maintenir la vie sur leur territoire.
- 50 « On vit dans un paradis terrestre, on ne s'en était pas aperçu. Pour moi, [un parc éolien] n'est pas un site industriel. Sur ce plateau où il n'y a rien, où on a toujours été pauvre, c'est une opportunité de devenir un peu plus riche » (Maire d'une commune sur le plateau du Mézenc).
- 51 La taxe professionnelle octroyée aux communes qui hébergeront les éoliennes est accueillie par les élus comme une ressource inattendue, promettant une certaine prospérité pour ces communes assez pauvres, où l'activité agricole diminue de jour en jour, et devant un tourisme qui demande de plus en plus de confort et d'infrastructures.
- 52 Les militants pro-éoliens, qui sont souvent des militants anti-nucléaires, ou des élus misant sur le développement économique, insistent sur les caractéristiques écologiques et propres de la production éolienne. Sa classification dans l'industrie n'est que rarement mentionnée, et sa présence dans le paysage rural, n'est pas vue comme gênante. Au contraire, pour ces personnes, ce sont des objets jugés élégants, voire esthétiques. Elles sont souvent nommées affectueusement "oiseaux blancs"⁷.
- 53 Pour eux, d'autres questions sont à l'ordre du jour : comment maîtriser les projets éoliens ? Comment obtenir plus de bénéfices pour le territoire qui les abrite et ses habitants ? La réponse se trouve dans l'implication des élus lors de la construction du projet, dans la valorisation touristique des parcs éoliens, ou encore dans l'utilisation intelligente de la taxe professionnelle perçue.
- 54 La présence des éoliennes n'est pas ressentie non plus comme une gêne imposée par la société urbaine, mais au contraire comme un moyen d'être solidaire avec la population du reste de la France et même du monde entier qui subit les dégâts que la civilisation occidentale a imposés à la nature.
- 55 « En solidarité avec ces populations du Sud qui souffrent déjà de nos gabegies énergétiques, ou avec les générations futures qui endureront davantage, je ne peux soutenir une revendication élitiste de purification esthétique, même si elle émane de mon tendre jardin. D'autant que cette future pollution visuelle ne sera nullement irréversible. Sitôt qu'une nouvelle production électrique moins polluante sera apparue, ma chère montagne pourra retrouver sa virginité d'antan en quelques jours de chantier. À l'inverse du golfe du Niger ou de la toundra sibérienne, pollués pour des dizaines d'années par notre soif de pétrole. De même, mais à plus long terme, pour la région de Tchernobyl, ou autour des mines d'uranium du Congo, etc. » (Maillebouis, 2003, p.67).
- 56 La question de la solidarité est avancée dans la plupart des discours pro-éoliens. Parmi les habitants des plateaux ardéchois, ceux qui se prononcent pour l'énergie éolienne, y voient une bonne solution pour la production d'énergie sans que les habitants des autres régions françaises supportent les méfaits de la production nucléaire. L'aspect visuel des parcs éoliens ne leur paraît pas primordial. Pour eux, la civilisation industrielle est déjà présente dans le milieu rural à travers les enceintes publicitaires, alors qu'au contraire les éoliennes présenteront le côté positif de l'industrialisation... Les militants de l'éolien prétendent ainsi réduire la distance entre les populations du monde et celle entre les générations.
- 57 Les problèmes écologiques ont pris des dimensions globales. Il n'y a plus d'endroit au monde qui ne subisse les effets de l'action humaine. La dégradation du climat, problème

global, et toutes les actions ou les non-actions des pays de tous les continents dans la sphère écologique, économique et sociale auront des résultats au niveau local. Cette rencontre du global et du local sur le terrain n'est pas toujours facile. Ainsi, les deux camps, pro et anti-éoliens, se présentent comme soucieux de l'environnement, ce qui ne facilite pas leur entente mutuelle. Les uns voient la protection de l'environnement au niveau du cadre de vie proche, tandis que les autres la voient à l'échelle de la planète. Cependant, grâce aux échanges, les élus, les riverains, et tous ceux qui interviennent dans l'aménagement du territoire, trouvent progressivement des moyens pour réaliser une vision commune du futur. Ainsi, faire des parcs éoliens intégrant les soucis paysagers : "Pas n'importe où et pas n'importe comment" est le mot d'ordre. Cette avancée dans l'attente mutuelle entre les pro et les anti-éoliens est principalement due aux efforts des personnes motivées et beaucoup moins aux actions de l'Etat.

- 58 Aujourd'hui nous en sommes au stade de la discussion. Des échanges se sont ouverts au travers d'articles – dans des magazines écologistes comme *Silence* ou dans la presse quotidienne – de forums Internet, ainsi qu'au travers de réunions formelles et informelles (des colloques sur l'énergie, sur le climat, des cafés de science...) qui nourrissent la réflexion.
- 59 Actuellement, le discours des médias sur l'éolien se limite souvent à l'impact sur le paysage ou aux avantages et inconvénients pour l'environnement. Cependant, les avantages économiques sont souvent ceux qui font pencher la balance d'un côté ou de l'autre, que ce soit chez les décideurs locaux ou le gouvernement. L'énergie éolienne et son développement en France ont eu le mérite d'élargir le cercle des "spécialistes" concernés par la question énergétique. De plus, nous avons vu comment des personnes éloignées de plusieurs dizaines, voire des milliers de kilomètres, peuvent se sentir concernées par le même problème écologique. Pour les uns, c'est un problème local, pour les autres il est plutôt de l'ordre du global. Si la proximité géographique subie est à la source des conflits, elle est aussi à l'origine d'une discussion sur le futur d'un territoire commun. Aujourd'hui, avec l'obligation d'une enquête publique avant l'attribution de permis de construire aux projets éoliens, le respect de l'opinion de riverains est mis en avant. Cependant, un travail de concertation en amont des projets serait beaucoup plus constructif, pour éviter de faire face aux oppositions qui apparaissent lors de l'enquête publique, qui a lieu, rappelons-le, une fois le projet ficelé.
- 60 Un problème écologique aussi complexe que le changement climatique a réussi à faire participer aux décisions d'aménagement local des personnes aux opinions divergentes. Des personnes qui jusque-là n'avaient pu s'exprimer, trouvent aujourd'hui l'occasion d'avancer leur opinion.

BIBLIOGRAPHIE

Besson J., (2003), Rapport de Jean BESSON Parlementaire en mission sur le Débat national sur les énergies remis à Nicole FONTAINE ministre déléguée à l'Industrie. Paris: 83.

Bigot R., Hatchuel G., (2002), *L'enquête du Crédoc sur les Français et l'espace rural. Synthèse. Repenser la campagne*. Gémenos, Editions l'Aube: 259-273.

Cabanes A., Bariol H., (2001), « Une communauté de commune dans le vent ». *Les echos du Chiniac*, 44: 19.

Caron A., Torre A., (2004), « Quand la proximité est source de tensions et de conflits: le cas des conflits d'usage et de voisinage dans les campagnes françaises ». *4th Proximity Congress Proximity, Networks and Co-ordination*, Marseille, juin, repris dans le dossier "Proximité et environnement" de *Développement durable et territoires*.

Civel Y.-B., (1988), *Guide de l'énergie éolienne. Les aérogénérateurs au service du développement durable*. Paris, IEPF.

Cloarec J., De la Soudière M., (1992), *Plateau ardéchois, Vivarais cévenol. Etude ethnosociologique de la mise en paysage de l'Ardèche*. Paris, Ministère de la culture, mission du patrimoine Ethnologique: 314.

Deverre C., Mormont M., Soulard C., (2002), « La question de la nature et ses implications territoriales ». Sous la dir. de Philippe Perrier-Cornet, *Repenser les campagnes*. Gémenos: 217-237.

Dupré L., (2000). *Du marron à la châtaigne d'Ardèche: La relance d'une production agricole "traditionnelle"*, Thèse en Ethnologie. Provence, Université de Provence U.F.R. Lettres et civilisations.

Husenet E., (2002), *Résistez! Les vraies raisons de lutter, les outils pour se faire entendre*. Bayeux, Editions Village.

Kempf, H. (2005), « L'urbanisation grignote sans répit le territoire français », *Le Monde* 13 avril 2005.

Lajarge R., (2000), *Territorialités intentionnelles; des projets à la création des Parcs naturels régionaux (Chartreuse et Monts d'Ardèche)*. Thèse en Géographie IGA, CERMOSEM, Laboratoire LAMATEO, CNRS ESA 5038, Université Joseph Fournier-Grenoble 1.

Maillebois C., (2002), « Et si on implantait un parc à Saint-Agrève? » *Système Solaire*, 147: 68-69.

Maillebois C., (2003), « Purification esthétique ou éthique de la responsabilité? » *Massif Central Magazine*, 57: 66-67.

Martin A.-M., (1997), « Autour d'une tradition agricole et ses mises en image: le Fin Gras du Mézenc ». *A propos du patrimoine agricole rhônalpin*, Mirabel (07), CRIPT-RA.

Mermet J.-C., (1997), « Un acteur de l'opération Fin Gras: L'association des Amis du Mézenc ». *A propos du patrimoine agricole rhônalpin*, Mirabel (07), CRIPT-RA.

Ribet N., (1997). « De la tradition du Fin Gras à sa patrimonialisation dans un projet de développement », *A propos du patrimoine agricole rhônalpin*, Mirabel (07), CRIPT-RA.

Simon C., (2003), « Les éoliennes de la discorde ». *Le Monde* 05/10/2003.

Véron C., (1993), *Etude d'opportunité de création d'un Parc naturel régional de la châtaigneraie ardéchoise*. Lyon, Université Lumière Lyon 2.

NOTES

1. Expression employée par Nicole Fontaine, Ministre déléguée à l'Industrie.

2. Il faut rappeler que 78% de l'énergie produite en France est de source nucléaire, le reste provenant en grande partie des centrales hydroélectriques, qui sont classées parmi les EnR.
 3. Nommé ainsi par ses organisateurs.
 4. Nous ne traiterons ici que de la question des éoliennes terrestres, et non des éoliennes installées offshore.
 5. Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.
 6. Les citations du discours ici présentées sont, sauf mention, issus des entretiens semi-directifs menés par l'auteur de l'article entre l'année 2000 et 2003.
 7. Ou encore "Des abeilles mécaniques qui butinent le vent et distillent une énergie qu'on nomme douce comme le miel." (Civel, 1988)
-

RÉSUMÉS

La protection du paysage et le changement climatique font l'objet en France d'une attention de plus en plus accrue. La production d'énergie électrique à partir de l'énergie du vent pourrait contribuer aux efforts pour la lutte contre le changement climatique. Cependant, la présence des éoliennes dans la campagne française est la source de conflits, que l'on peut analyser en termes de proximité géographique. L'impact visuel des éoliennes, fait l'objet d'une réflexion de la part des riverains de parcs éoliens et de la part de l'administration française. Le processus de concertation montre comment cette proximité peut devenir "recherchée".

The global climate change and the will of landscape conservation have received in France a growing attention in the recent years. The production of electric power by using wind energy could contribute to the efforts to fight against climate change. However, the presence of wind turbines in the French countryside causes conflict that we can analyze as geographical proximity. The visual impact of the wind turbines is an issue often discussed among nearby residents and the French administration authorities. The process of concentrating the wind turbines shows how this proximity with residents can become "looked for".

INDEX

Mots-clés : proximité, conflit, éoliennes, changement climatique, campagne française, protection du paysage

Keywords : proximity, conflict, wind turbines, climate change, french countryside, landscape conservation

AUTEUR

DIANA GUEORGUEVA-FAYE

UMR 5145, Eco-Antropologie, Département Hommes, Natures, Sociétés. Muséum National
d'Histoire Naturelle, 57, rue Cuvier, CP 135, 75231 Paris cedex 05, tél. 04 73 26 18 24 ,
courriel : dianagueorgueva@wanadoo.fr